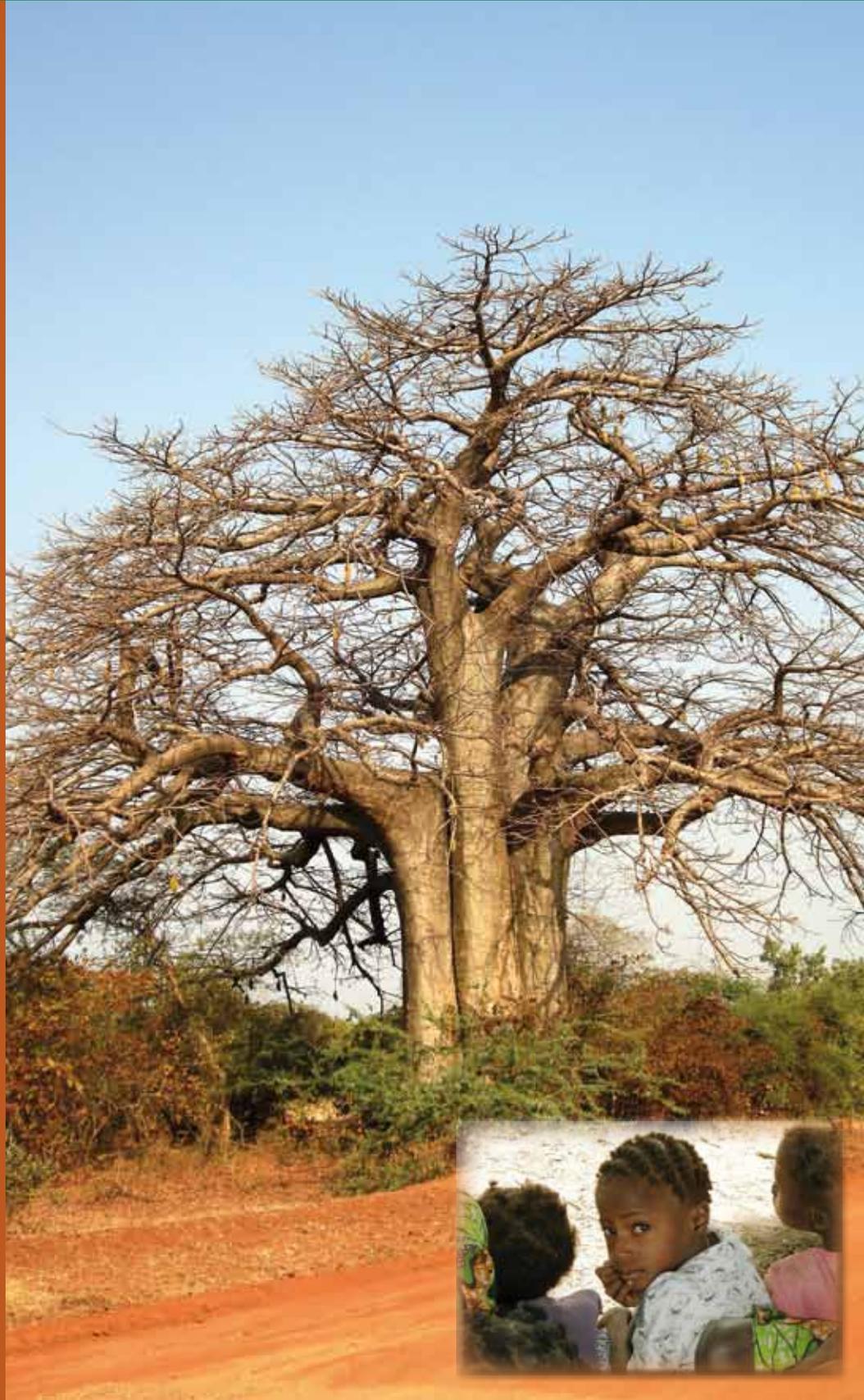


SPECIAL

frères des hommes

NOVEMBRE 2010

Info Burkina Faso



Le Burkina Faso, Pays des Hommes Intègres

Haute Volta jusqu'en 1984, puis renommée Burkina Faso par Thomas Sankara, le pays des hommes intègres est un pays d'Afrique de l'Ouest sans accès à la mer.

Superficie : 274 200 km² soit 106 fois le Luxembourg

Capitale : Ouagadougou

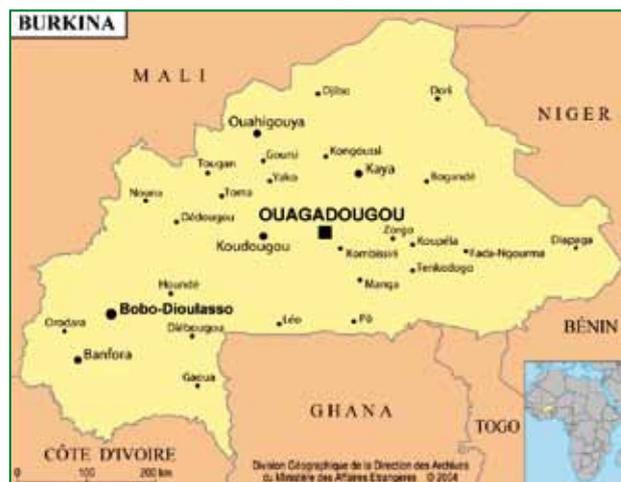
Population (2006) : 14,3 millions d'habitants

Ethnies : le Burkina Faso compte plus d'une soixantaine d'ethnies, les plus importantes étant : Mossi (48 %), Mandé, Peul, Bobo, Gurunsi, Senufo, Lobi, Gourmantché. Religions (par ordre d'importance) : animisme, islam et christianisme

Langue officielle : le français

Langues courantes : le mooré, le dioula, le peulh, le gourmantché et bien d'autres encore.

Principales ressources : coton, or, élevage



Histoire et démocratie

La deuxième moitié du 20^{ème} siècle a été marquée par l'accès à la souveraineté de nombreuses colonies européennes. En 1960, ce ne sont pas moins de 17 pays africains qui gagnent leur indépendance. Parmi eux, figure **la Haute Volta qui se libère du joug colonial le 5 août 1960.**

Au lendemain de cette date historique, le pays est confronté à une histoire mouvementée, faite de soulèvements populaires, de périodes de démocratie parlementaire et de coups d'Etat militaires. Elle est

profondément marquée par la révolution entre 1983 et 1987, dirigée par **Thomas Sankara**. Assassiné en 1987, celui-ci est devenu une référence pour l'Afrique et pour le monde en matière d'indépendance économique et politique, et de mobilisation populaire. Cet événement porte à la direction du pays le numéro deux du régime, le Capitaine **Blaise Compaoré**. La démocratie s'installe en 1991. Depuis 23 ans, le même homme est à la tête du Burkina Faso ; peut-on encore parler de démocratie ?

Les prochaines élections auront lieu le 21 novembre 2010. Blaise Compaoré, qui fait figure de favori, devrait briguer son dernier mandat, mais depuis plusieurs mois, de hauts responsables de son parti appellent à une modification de la Constitution pour lui permettre de continuer après 2015.

L'opposition reste faible et morcelée, mais la société civile burkinabè relativement bien organisée compense en quelque sorte l'absence d'une opposition politique forte.

Un des pays les plus pauvres du monde

PIB / hab. en PPA (2007/2008) : 864, 24 €

Selon l'Indicateur de Développement Humain (IDH), **le Burkina Faso est classé 177^{ème} sur 182 pays.**

Population en dessous du seuil de pauvreté monétaire : 46,4 % (seuil de pauvreté : 126 € par an)

Insécurité alimentaire : population sous-alimentée estimée à 19 %

Le Burkina Faso est très dépendant de l'aide internationale. De nombreuses ONG de développement, dont **Frères des Hommes (FDH)** y travaillent, mais ce sont les donateurs multilatéraux (Banque Mondiale et Union Européenne par exemple) qui financent la plus large part de l'aide. **La coopération luxembourgeoise appuie également le Burkina Faso,** devenu un pays partenaire privilégié depuis 1996.

SOMMAIRE

GENERALITES

Le Burkina Faso,
Pays des Hommes Intègres page 2

L'indépendance du Burkina Faso,
mythe ou réalité ? page 3

FDH ET SES PARTENAIRES

Le théâtre au service du développement :
la démarche de l'Atelier Théâtre Burkinabé page 4

Valoriser l'agriculture et l'élevage pour
rétablir une souveraineté alimentaire
en perte de vitesse page 5

Campagne «Déforestation au Burkina :
répercussions locales d'un désordre mondial»
page 8

L'Indépendance du Burkina Faso, mythe ou réalité ?



Ouagadougou pavoisée le 11 décembre 2007

A l'heure actuelle, le Burkina Faso s'active à préparer la **fête du 11 décembre 2010 commémorant les cinquante ans de la proclamation de la République**. *Le Journal du Jeudi*, un hebdomadaire satirique burkinabè témoigne de la frénésie débordante qui saisit le pays à l'approche de ce grand évènement. : « Pour les cinquante ans de son accession à la souveraineté internationale, le Burkina Faso entend faire la fête [...] et la célébration de l'indépendance est un évènement pour lequel tout le pays se mobilisera comme un seul homme. [...] Sauf que cette débauche d'énergie ne s'appuie pas vraiment sur du solide. **L'indépendance qu'on veut célébrer est encore virtuelle**. En tous cas, elle n'est pas perceptible dans le quotidien des populations car [...] il y a encore trop de dépendance. »

Alors, cinquante ans plus tard, quel est le bilan ? La parole à quelques acteurs de la société civile burkinabè.

Une indépendance virtuelle, des dépendances réelles?

Plusieurs exemples montrent que la dépendance du Burkina Faso est encore une réalité. La **dépendance énergétique** (gaz et électricité) du pays à plusieurs de ses voisins, tels le Bénin et la Côte d'Ivoire, constitue un exemple révélateur. Mais « **le plus ridicule, c'est que même pour le besoin le plus élémentaire d'un homme, le pays regarde encore et toujours vers l'Asie**. C'est de ce continent qu'est importé le riz qui réchauffe le ventre de la majorité de la population », observe *Le Journal du Jeudi*. Et cela sans compter **l'emprise toujours d'actualité de l'ancienne puissance coloniale sur le pays**. Blaise Compaoré entretient avec la France des relations parfois ambiguës, trop proches aux yeux de certains. Il serait en effet devenu un pilier essentiel

à la politique de Paris en Afrique de l'Ouest, peut-être même un puissant vecteur de la politique de la « **Françafrique** ¹ » ?

Un bilan plus que nécessaire

Enfin à quoi tient l'indépendance burkinabè ? « A presque rien » nous confie *Le Journal du Jeudi*. Le Professeur Basile Guissou, directeur du Centre national de la recherche scientifique et technologique à Ouagadougou s'empresse cependant de renchérir : « **Ceux qui prétendent que rien n'a changé depuis 1960 font la politique de l'autruche**. [...] La liberté de critique dont ils usent et abusent est aussi un fruit du combat des « pères de l'indépendance politique de 1960 » ! » Par ailleurs, « nous avons réussi une révolution démocratique et populaire légendaire en Afrique et dans le monde. [...] Nous avons réussi à rassembler 6 milliards de mètres cubes d'eau en 2010 dans nos barrages contre 300 millions de mètres cubes en 1983. Nous avons boosté et l'alphabétisation et la scolarisation, sans avoir atteint les 100 % qui permettront de vraiment éradiquer l'ignorance. Et alors ? Est-ce rien ? Malgré tout, nous devons rester modestes et mieux gérer nos différences politiques pour ne pas déchirer notre tissu social fragilisé par l'ultra-libéralisme « made in Washington » et parachuté un certain 13 mars 1991 dans nos murs. » Le Professeur Guissou mentionne ici le programme d'ajustement structurel qui a renforcé selon lui, au Burkina Faso comme ailleurs en Afrique, la fracture sociale entre « riches » et « pauvres ».

Quand on interroge les acteurs de la scène burkinabè, nombre d'entre eux s'accordent pour dire que la fête du cinquantième des indépendances devrait constituer avant tout l'occasion d'établir un profond diagnostic depuis les premières années de l'indépendance à nos jours. **Un bilan indispensable pour que l'indépendance ne soit pas seulement «mémoire» mais devienne enfin «horizon» pour les burkinabè**.

Sources

« *Burkina Faso : une indépendance virtuelle, des dépendances réelles* », *Journal du Jeudi*, 13 septembre 2010. Disponible sur www.journaldujeudi.com

« *Cinquantième des indépendances politiques : le cours d'histoire politique du Pr Basile Guissou* », *Le Pays*, 20 mai 2010. Disponible sur www.lepays.bf

¹ « La Françafrique, c'est comme un iceberg. Vous avez la face du dessus, la partie émergée de l'iceberg : la France meilleure amie de l'Afrique, patrie des droits de l'homme, etc. Et puis ensuite, vous avez 90 % de la relation qui est immergée : l'ensemble des mécanismes de maintien de la domination française en Afrique avec des alliés africains... » François-Xavier Verschave, membre fondateur et ancien président de l'association Survie

FRÈRES DES HOMMES S'ENGAGE AVEC SES PARTENAIRES

Le théâtre au service du développement : la démarche de l'Atelier Théâtre Burkinabe

En 2008, l'Atelier Théâtre Burkinabé (ATB) a fêté ses trente ans d'existence. Depuis sa création, la troupe a apporté sa contribution à l'émergence culturelle et à la renaissance théâtrale du Burkina Faso. Elle est aussi devenue le **pionnier du théâtre forum sur le continent africain**. Présentation d'une troupe hors du commun.

Les actions entreprises par l'ATB concourent à plusieurs objectifs. Il s'agit notamment de développer l'expression théâtrale dans les cultures africaines mais surtout de **promouvoir un théâtre au service du développement, un théâtre qui éveille les consciences et contribue à des changements d'attitudes et de comportements**. Le fondateur de la troupe, Prosper Kompaoré, nous livre ici sa perception du développement :

« Le développement est un enjeu majeur pour la survie de nos peuples. Mais il n'est pas seulement un bouleversement qualitatif des statistiques ; **il est d'abord une révolution des esprits, une nouvelle manière de lire le présent et d'appréhender le futur**. L'action culturelle est un moyen incontournable pour rendre le changement désirable, assumé et maîtrisé par les populations cibles. L'éducation est à ce titre une première approche de base pour rendre possible le changement. »
Mais ce n'est pas suffisant... « L'expression artistique, lorsqu'elle puise dans le langage propre à la culture des peuples, détient ce pouvoir exceptionnel de motivation, d'expression qui pousse l'individu à s'identifier à ce qui se passe et à réagir, pour devenir finalement l'acteur de son propre développement. »

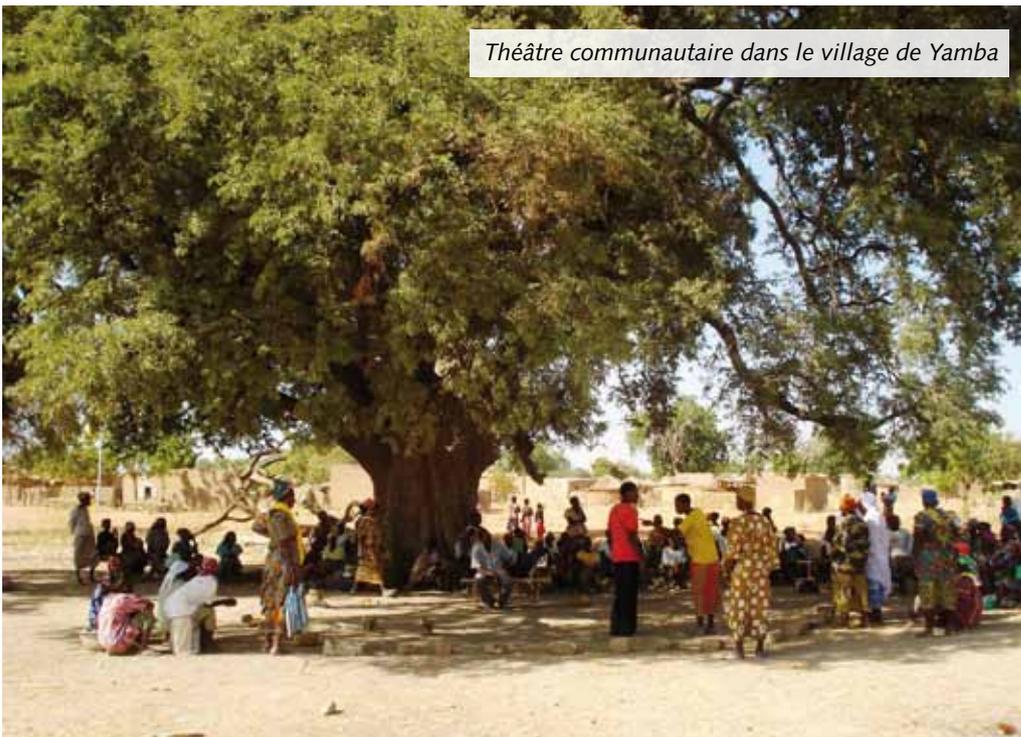
Pour arriver à ses fins, l'ATB s'appuie essentiellement sur deux formes de théâtre : le **théâtre forum** et le **théâtre communautaire**.

Théâtre forum

Dans un premier temps, la troupe met en scène des comportements et des dysfonctionnements réels qui révoltent et incitent le spectateur à vouloir le changement. Dans un second temps, le public est amené à réagir à la pièce, à s'exprimer et à débattre autour de solutions pour résoudre le problème et conduire à l'action.

Théâtre Communautaire

Les animateurs de la troupe de théâtre aident une communauté donnée à mettre en scène les problèmes auxquels elle est confrontée. Cette forme théâtrale permet à différentes parties prenantes (organisations de la société civile, bailleurs de fonds, populations villageoises) de déceler les besoins d'une population particulière pour ensuite envisager un projet de développement.



Théâtre communautaire dans le village de Yamba

Le projet spécifiquement soutenu par Frères des Hommes (FDH) depuis 2009 consiste à renforcer la participation des populations rurales à la prise de décision. A terme, ce seront plus de 10 000 villageois qui devraient être plus impliqués dans la définition de politiques locales et nationales les concernant. Leur participation accrue améliorera l'accès aux services de base.

Les populations rurales auxquelles s'adresse ce projet sont aussi les bénéficiaires des actions de deux autres partenaires de FDH, Dakupa et Tin Tua. FDH se veut donc être **l'initiateur d'une synergie d'acteurs de la société civile**, gage d'une émancipation accrue du public cible.

Valoriser l'agriculture et l'élevage pour rétablir une souveraineté alimentaire en perte de vitesse

A quand la souveraineté alimentaire ?

Depuis la parution de la déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, l'alimentation est reconnue comme un droit. À l'aube des années 2000, la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim est devenue le premier Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD). Et pourtant...

En 2010, une personne sur six ne mange pas à sa faim. Autrement dit, ce sont **1.02 milliard de personnes à travers le monde qui n'ont pas accès à une alimentation suffisante** (1). Les agriculteurs restent les plus touchés puisqu'ils représentent 70 % des personnes souffrant de la faim. Les émeutes de la faim qui ont secoué le Burkina Faso au premier trimestre 2009 montrent que ce pays est loin d'être épargné par cette problématique, devenue universelle.

En cause dans l'insécurité alimentaire entrent :

- L'accroissement des coûts énergétiques
- Un sous-investissement des Etats dans le secteur agricole
- Des problèmes d'accès à la terre et aux intrants, le manque de formation des producteurs
- Des perturbations climatiques
- L'ouverture des frontières imposée par les organisations internationales (OMC) entraînant une importation massive de produits subventionnés donc peu chers, en concurrence des produits locaux

Frères des Hommes soutient au Burkina Faso deux organisations, Dakupa et l'Association Tin Tua (ATT), qui ont fait de l'accès à la souveraineté alimentaire leur cheval de bataille. Développement de la filière laitière, appui au secteur agricole et lutte contre les dérèglements climatiques figurent parmi leurs outils pour atteindre cet objectif.

La filière laitière au Burkina Faso mise à mal par les importations

Quant à la filière laitière, Maurice Oudet pose la très juste question : « Pourquoi dans un pays où plus de 10 % de la population vit de l'élevage, les produits laitiers vendus dans le commerce sont-ils soit directement importés, soit fabriqués à partir de poudre de lait achetée sur le marché international ? » (3) Les transformateurs privilégient les importations pour des raisons techniques (faiblesse des infrastructures, hygiène, production nationale instable et variable) et pour des raisons financières. « Au Burkina Faso, la production locale revient pour les laiteries à 0.46 € le litre, contre seulement 0.30 € s'il s'agit de lait reconstitué à partir de poudre importée »(4). En plus de la concurrence déloyale à laquelle sont soumis les producteurs locaux, les écarts de productivité entre pays du Nord et du Sud expliquent en partie cette différence. C'est pour faire face à ce fléau que de nombreuses mini-laiteries ont vu le jour au Burkina Faso, et plus largement en Afrique de l'Ouest.

Pourquoi une mini-laiterie ?

Le lait frais et les produits laitiers transformés suscitent une demande de plus en plus importante au Burkina Faso. Par conséquent, la transformation du lait à petite échelle se développe et constitue un secteur d'activité porteur. Depuis le début des années 90, le modèle des mini-laiteries artisanales est en plein essor. « Chaque jour, le lait est collecté auprès des éleveurs, puis directement conditionné ou transformé en produits à plus haute valeur ajoutée, tels que le yaourt, le beurre, le fromage ou encore le lait caillé. Vendu sur les marchés ou directement à la mini-laiterie, le lait frais constitue une alternative au lait en poudre importé et permet de valoriser la production locale. Le modèle des mini-laiteries repose sur un engagement mutuel entre structures de collecte et éleveurs. Les éleveurs assurent un approvisionnement minimum de la mini-laiterie et sécurisent ainsi leurs revenus. Les mini-laiteries permettent de mutualiser les services techniques et vétérinaires, et contribuent à l'amélioration de la production laitière locale. » (2)



Traite du lait dans les environs de Botou

Par ailleurs, la mise en place d'une mini-laiterie constitue **un moyen efficace de lutte contre la pauvreté féminine** et plus largement, contre les inégalités homme/femme puisque les femmes sont les actrices essentielles de la filière laitière. « Selon la culture des éleveurs, le lait est la propriété exclusive de la femme. Elle le commercialise pour ses besoins fondamentaux ainsi que ceux de ses enfants », observe l'Association Tin Tua (ATT).

Souveraineté alimentaire

(Définition de Via Campesina) Droit des populations, de leurs Etats ou Unions, de mener une politique alimentaire et agricole adaptée à leurs besoins et sans dommages pour les autres pays.

Une mini-laiterie à Botou

En partenariat avec Frères des Hommes, l'ATT a décidé de conduire un projet de mini-laiterie dans le département de Botou situé à l'extrême est du Burkina Faso. Ce projet, destiné à accroître la sécurité alimentaire de 420 familles, s'inscrit dans un long processus de développement, initié il y a plusieurs années.

De 2005 à 2008, FDH et l'ATT avaient en effet privilégié la valorisation de l'élevage pour accroître la productivité laitière. Cette étape était un préalable indispensable pour garantir à terme un approvisionnement continu et régulier de la mini-laiterie et optimiser ainsi les bénéfices d'une telle infrastructure dans la région.

La première pierre posée en 2009, la mini-laiterie prévoit d'être opérationnelle et autosuffisante dès la fin 2011. Elle constituera dès lors un atout considérable pour les 46 283 habitants du département de Botou et notamment pour ses producteurs de lait, qui verront leurs conditions de vie s'améliorer durablement.

Association Tin Tua (ATT)

L'association Tin Tua est une ONG de développement créée en 1989 qui travaille dans le Gulmu à l'est du Burkina Faso. « Tin Tua » signifie en gulimancema « Développons-nous, nous-mêmes ». L'ATT travaille sur le développement rural intégré, sur trois axes majeurs : l'éducation de base, la sécurité et la souveraineté alimentaire et le renforcement institutionnel des groupements de base.

FDH et l'ATT sont partenaires depuis 1989.

Questions environnementales et souveraineté alimentaire

Les impacts du réchauffement climatique menacent eux aussi la sécurité alimentaire des éleveurs burkinabè. En appui à la campagne d'éducation au développement « Déforestation au Burkina : répercussions locales d'un désordre mondial », FDH recevra à Luxembourg du 29 novembre au 7 décembre 2010, M. Yacouba Zeba, coordinateur de programmes de l'association Dakupa. Il témoigne ici des impacts du phénomène climatique sur la souveraineté alimentaire au Burkina Faso.

La déforestation : facteur majeur de perturbations climatiques ?

Erosion des sols causée par les fortes pluies



Vendeuses de kola

« Notre pays est soumis au rythme accéléré de la déforestation. Le Ministère de l'Environnement estime à 105 000 hectares la surface de forêts disparaissant chaque année. **La déforestation est à l'origine de nombreux dérèglements climatiques** : aggravation des effets des vents, hausse des températures, sécheresse et perturbations pluviométriques marquées par une diminution des précipitations, infertilité des sols et désertification qui affectent directement les terres exploitables. **Toutes ces problématiques entraînent une diminution de la production agricole qui plonge la population dans l'insécurité alimentaire, et à terme dans la pauvreté.** Exode rural et émigration vers l' « eldorado occidental » en sont des conséquences directes.

Quelles sont les actions entreprises par DAKUPA pour lutter contre les effets du dérèglement climatique ?

- Promotion de techniques permettant d'augmenter la productivité en utilisant les ressources naturelles
- Appui à la construction de fosses fumières pour accroître la fertilité des sols
- Participation à de nombreuses réflexions et recherches en collaboration avec des instituts de recherches, pour optimiser cette méthode. Cela vaut en effet la peine puisque, selon la FAO, le développement de ces pratiques dans les pays en développement les plus pauvres permettrait d'accroître la production agricole de 56 % (5).
- Participation également à divers réseaux de la société civile, au sein desquels sont débattues et proposées des solutions pour faire face aux défis environnementaux et climatiques, et pour rétablir la souveraineté alimentaire.
- Appui à la transformation et à la conservation des produits agricoles, développement de systèmes de collecte, de stockage et de revente des céréales, qui garantissent aux producteurs une sécurité alimentaire.

C'est dans ce cadre-là que nous menons depuis 2005, avec l'appui de FDH, un **projet de renforcement de la lutte contre la pauvreté dans la province du Boulgou** située dans le centre-est du Burkina. Ce projet est composé de plusieurs volets. Nous organisons dans un premier temps diverses formations pour accroître la productivité agricole et développer certains secteurs générateurs de revenus, tels l'aviculture, l'élevage et la culture maraîchère. Ce projet assure aussi la commercialisation et la transformation de

produits agricoles, ainsi que la constitution d'un stock alimentaire qui bénéficie directement à nos membres en période de soudure². **Cette collaboration avec notre partenaire luxembourgeois est prometteuse puisqu'elle garantira un accroissement des capacités financières de plus de 2 000 de nos membres, et donc de meilleures conditions de vie.** »

La promotion et le soutien d'alternatives, similaires à celles mises en œuvre par nos partenaires burkinabè, semblent constituer des solutions efficaces pour éradiquer durablement la faim. Cependant, tant que les Etats ne prendront pas de mesures pour protéger leurs marchés intérieurs et ainsi garantir des débouchés à leurs producteurs, les efforts des organisations locales resteront isolés et ne permettront pas d'accéder à une souveraineté alimentaire globale.

C'est pour cette raison que le coordinateur de programmes de Dakupa préconise le recours à **«un plaidoyer d'envergure mondiale pour éradiquer la faim, dans le respect de l'environnement** ». A cet effet, « le renforcement de la société civile burkinabè est un enjeu majeur pour que celle-ci puisse soutenir des plaidoyers en faveur de politiques de gestion durable, efficace et équitable ». Mais au-delà du Burkina Faso, il s'agit **« d'œuvrer à une synergie d'action entre les sociétés civiles du Nord et du Sud** pour des plaidoyers sur des questions environnementales, et plus largement de souveraineté alimentaire ». C'est dans ce cadre là que le coordinateur de programmes de Dakupa sera un acteur majeur de la campagne de sensibilisation de décembre 2010 ; il permettra de porter au Nord la voix du Sud et de faire prendre conscience au grand public des **liens d'interdépendance entre les situations burkinabè et luxembourgeoise, et donc de la nécessaire mobilisation pour satisfaire durablement les besoins alimentaires des populations et faire du premier OMD une réalité.**

Association Dakupa

Dakupa (mot qui signifie entraide ou solidarité dans le travail en langue Bissa) est un collectif de 42 organisations communautaires de base, comptant plus de 2000 membres: des agriculteurs, des éleveurs et des associations socioprofessionnelles qui travaillent dans la province du Boulgou au Burkina Faso. L'objectif de développement de Dakupa est de contribuer à la lutte contre la pauvreté, sous toutes ses formes au niveau des populations rurales des provinces cibles.

FDH et Dakupa travaillent ensemble depuis plus de six ans.

Le projet de renforcement de lutte contre la pauvreté dans la province du Boulgou a bénéficié du soutien financier de l'Association Europe Tiers Monde et de la Fondation KPMG.

Sources

1. « *Quand la faim justifiera enfin les moyens...* », ALIMENTTERRE Manuel de campagne 2010, CFSI, disponible sur www.cfsi.asso.fr
2. « *Des paysans contre la faim* », ALIMENTTERRE Carnet d'exposition, CFSI.
3. « *La révolution blanche est-elle possible au Burkina Faso, et plus largement en Afrique de l'Ouest ?* », Etude commandée par MISEREOR, Maurice Oudet, Juillet 2005.
4. « *Des subventions aux effets dévastateurs* », Alternatives Economiques, n°251 bis, Octobre 2006.
5. « *Le monde peut-il nourrir le monde ?* », Alternatives Economiques, n°272 bis, Septembre 2008.



² La « soudure » est la période qui sépare la fin de la consommation de la récolte de l'année précédente et l'épuisement des réserves des greniers, de la récolte suivante.

Campagne de sensibilisation « Déforestation au Burkina : répercussions locales d'un désordre mondial »



Projection-débat le **lundi 6 décembre 2010 à 19h00**
Au Ciné Utopia

« De plein fouet »

Le Climat vu du Sud

53 min, réalisé par la WERELDMEDIATHEEK asbl et
Geert De Belder, VO / sous-titrée en français

En présence de **M. Zeba Yacouba**, coordinateur
de programmes de Dakupa
ONG partenaire de FDH au Burkina Faso

Billet d'entrée : 5 €

Un verre de l'amitié sera offert !

Synopsis du film : Les changements climatiques font déjà des millions de victimes. Pas chez nous, mais au Sud. Agriculteurs, éleveurs et pêcheurs se plaignent de saisons qui deviennent folles, de pluies torrentielles et de cyclones dévastateurs, de graves sécheresses et du manque d'eau douce. La pauvreté grandissante en pousse beaucoup à partir à la recherche d'endroits encore vivables...

Pour réaliser le documentaire "De plein fouet : Le climat vu du Sud", Wereldmediatheek est parti mesurer les dégâts des changements climatiques au **Burkina Faso**, au **Togo**, en **Equateur** et au **Bangladesh**. Des dizaines de victimes et des experts témoignent de la pauvreté galopante. Ce qui apparaissait auparavant uniquement comme un problème environnemental se révèle être une **catastrophe humanitaire silencieuse**. La nécessité de limiter les changements climatiques est évidente, mais cela ne suffira pas : le réchauffement est déjà là et le Sud n'a pas d'autre choix que de s'y adapter.



COMMENT AIDER FRERES DES HOMMES

Plusieurs façons pour nous aider à soutenir nos partenaires dans le Sud :

1. Apporter votre soutien financier:

- Faire un don ponctuel, aussi modeste soit-il.
- Etablir un ordre permanent pour nous apporter une aide financière régulière.
- Inviter vos amis ou proches à effectuer un don à l'occasion d'événements marquants (communions, mariages, décès...).
- Faire une collecte entre amis, voisins, collègues de travail...

2. Faire connaître notre association / sensibiliser vos amis et proches à notre travail.

3. Rejoindre notre équipe de bénévoles pour nous aider dans nos tâches administratives et nos campagnes de sensibilisation au Luxembourg.

4. En fin d'année, organiser des stands de vente d'artisanat au profit de nos projets.

5. Entreprises: participer au financement de notre Rapport d'activité par une insertion publicitaire.

Frères des Hommes est une organisation non-gouvernementale de développement agréée par le Ministère des Affaires Etrangères du Luxembourg.

Tout don versé à Frères des Hommes est fiscalement déductible dans la mesure où le total annuel de vos libéralités s'élève à au moins 120 euros et ce jusqu'à 10% du revenu imposable.

Frères des Hommes

11, rue des Bains • L-1212 Luxembourg
tél.: 46 62 38 • fax : 22 19 55
www.freresdeshommes.lu
e-mail : info@freresdeshommes.lu
CCPL LU23 1111 0089 9874 0000

Textes : Anne Goetz
Photos : Elisabeth Voyer
Impression: Imprimerie Mil SCHLIME

Prochain Info de Frères des Hommes: SPÉCIAL BOLIVIE

N'oubliez pas de vous abonner à notre Newsletter sur www.freresdeshommes.lu